

# D'UNE RIVE À L'AUTRE, LES MÊMES MOTS DU DROIT

Sous la direction de Nejmeddine KHALFALLAH



PARIS  
HONORÉ CHAMPION ÉDITEUR  
2024

[www.honorechampion.com](http://www.honorechampion.com)

## INTRODUCTION

Nejmeddine Khalfallah

Les discours politico-juridiques qui régissent de nos jours les sociétés arabes modernes sont nettement sécularisés. Si les registres qu'ils mobilisent et les référents qu'ils évoquent ne sont pas complètement détachés des référents religieux, ils s'en sont progressivement émancipés. En effet, depuis leur indépendance, les États-nations arabes ont amorcé un processus de sécularisation dont le but est d'«épurer» la logosphère juridique et politique, afin qu'en soit écartée toute réminiscence de la tradition du *fiqh* (droit) islamique. Les pouvoirs publics (État, Gouvernement, Parlement, ministère de Justice, etc.) se sont ingéniés à rattacher les concepts clefs, exclusivement, à des institutions, pratiques et idées positives ; et ce malgré la référence des Constitutions arabes à l'islam comme religion officielle de l'État.

### 1. QU'EST-CE QUE LA SÉCULARISATION ?

Historiquement, le terme sécularisation renvoie à un processus juridique de transfert de propriété des biens ecclésiastiques à l'État. Il désignait aussi le passage d'une juridiction religieuse à une juridiction non-religieuse. C'est ainsi que ce terme a posé «une distinction entre le religieux et le séculier compris comme non religieux»<sup>1</sup>. La sécularisation, mouvement tout aussi historique, marque un changement dans la manière dont les hommes appréhendent leur vie ensemble ; elle s'est produite lorsque les confrontations cosmopolites de la vie en ville ont exposé la relativité des mythes et des traditions que les hommes considéraient autrefois comme incontestables<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> WILLAIME Jean-Paul, «La sécularisation : une exception européenne ? Retour sur un concept et sa discussion en sociologie des religions», *Revue française de sociologie*, 4 Vol. 47, p. 757, 2006.

<sup>2</sup> HERVEY COX, *The Secular City, Secularization And Urbanization In Theological Perspective*, p. 1, The Macmillan Company, New York, 1965.

La sociologie des religions a développé le concept de sécularisation en tant que cadre expliquant les mutations des sociétés européennes depuis le XIX<sup>e</sup> siècle et particulièrement le passage des sociétés traditionnelles à des sociétés modernes (cf. les travaux de M. WEBER et d'E. DURKHEIM). La conception classique de la sécularisation s'est donc construite autour de ce processus historique de perte d'influence de la religion sur les structures sociales et culturelles. Bryan WILSON définit la sécularisation en tant que processus par lequel la pensée, la pratique et les institutions religieuses perdent leur signification sociale<sup>3</sup>. Quant à Peter BERGER, il la définit comme « *le processus par lequel des secteurs de la société et de la culture sont soustraits à l'autorité des institutions et des symboles religieux* »<sup>4</sup>.

Sur ce point, M. CHAVES précise que « *la sécularisation se produit par un affaiblissement de l'autorité religieuse, non par un déclin de la religion* »<sup>5</sup>. À l'inverse, M. GAUCHET affirme que la sécularisation est un mécanisme de « *sortie de la religion* »<sup>6</sup>. Par sa thèse centrale, il explique « *[qu'on] assiste à la fin du pouvoir instituant de la religion, à la fin du rôle de structuration de l'espace social* »<sup>7</sup>.

De son côté, Jean BAUBÉROT distingue la « sécularisation » de la « laïcisation ». Selon lui, cette dernière est « *liée à des tensions explicites entre différentes forces sociales qui peuvent prendre l'aspect d'un conflit ouvert* », alors que la sécularisation « *constituerait de façon dominante un processus de progressive et relative perte de pertinence sociale du religieux s'effectuant, au niveau des tendances lourdes, principalement par le jeu de la dynamique sociale sans affrontement majeur entre le politique et le religieux* »<sup>8</sup>.

Par ailleurs, la sécularisation, en tant que mutation socioculturelle des sociétés européennes ayant pour corolaire la baisse de l'influence sociale de la religion sur la société et sur l'individu, renvoie à la modernisation, comprise comme le processus historique marqué par la différenciation des diverses sphères d'activité et l'individualisation croissante des acteurs

<sup>3</sup> WILSON Bryan, *Religion in Secular Society*, p. 14, Watts and Co, London, 1966.

<sup>4</sup> BERGER, Peter, *La religion dans la conscience moderne. Essai d'analyse culturelle*, p. 174, Tr. par Joseph FEISTHAUER, éd. Centurion, Paris 1971.

<sup>5</sup> CHAVES Mark, « Secularization as declining religious authority », *Social forces*, 72, 3, pp. 749-774.

<sup>6</sup> GAUCHET Marcel, *Le désenchantement du monde*, Gallimard, Paris, 1985

<sup>7</sup> WILLAIME Jean-Paul, « À propos du "Désenchantement du monde" de Marcel Gauchet », p. 70, *Autres Temps. Les cahiers du christianisme social*, n° 9, 1986.

<sup>8</sup> BAUBÉROT Jean. « Laïcité, laïcisation, sécularisation » p. 12, dans A. DIERKENS (éd.), *Pluralisme religieux et laïcité dans l'Union européenne*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 1994.

sociaux. D'où la thèse qui préconise la « disparition » inéluctable de la religion due à l'avancée de la modernité. Toutefois, la modernité n'a jamais pu faire disparaître la religion. On a même commencé à s'interroger sur le retour du religieux ces dernières décennies.

## 2. LA SÉCULARISATION EST-ELLE POSSIBLE EN TERRES D'ISLAM ?

Peut-on utiliser ce paradigme pour comprendre/expliciter les mutations des sociétés arabo-musulmanes à l'époque de la modernité ? Des sociétés où la religion continue à jouer un rôle structurant au niveau social et culturel ? Peut-on admettre que ces sociétés ont connu des processus historiques de différenciation des sphères d'activités et de l'individualisation ? La réponse est complexe. Aussi faut-il d'abord préciser que le questionnement portant sur la place de la religion et sa fonction structurante de l'être collectif musulman est à l'ordre du jour de la pensée et de l'histoire arabe et musulmane modernes depuis au moins les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, depuis plus d'un siècle et demi, les Arabes se sont interrogés à bien des égards sur les implications et les applications de la religion pour eux-mêmes et pour leur relation avec le reste du monde. Le XIX<sup>e</sup> siècle a vu le début d'un grand mouvement de *Réformes*, perçu comme un réveil, voire même une *Renaissance*. La question de la compatibilité de l'islam et de la modernité était au centre de la réflexion. Certes, la sécularisation n'a pas été débattue d'une manière frontale et directe, mais on a bien pensé les mutations de la société musulmane en lien avec la place de l'islam.

L'islam, en tant qu'histoire et en tant que foi vivante, dynamique et évolutive répondant à des environnements très différents et à des circonstances historiques en continuel changement, s'est avéré compatible avec les principaux types de régimes politiques et les diverses formes d'organisation sociale et économique que l'histoire humaine a produits et mis en place. De la royauté à la république, de l'esclavage à la liberté, de la tribu à l'empire, de l'ancienne cité-État à l'État-nation moderne. De même, en tant que religion historique mondiale s'étalant sur quatorze siècles, l'islam a incontestablement réussi à s'implanter dans toute une variété de sociétés, toute une multiplicité de cultures, toute une diversité de modes de vie allant du nomade tribal au bureaucratique centralisé, au féodal agraire, au financier mercantile, à l'industriel capitaliste<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> AL-'AZM Sadik Jalel, *Is Islam Secularizable? Challenging Political And Religious Taboos*, p. 12, Gerlach, Berlin, 2014.